

F. 93 — 2813

12 NOVEMBRE 1993. — Arrêté royal autorisant le Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique à engager des contractuels, en vue de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, modifié par la loi-programme du 30 décembre 1988 et par l'article 4 de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 8, § 2;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 7 juin 1993;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 7 juin 1993;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique est autorisé à engager les agents contractuels suivants :

1^o pour aider les services régionaux du Registre national de Flandre occidentale, de Flandre orientale, du Hainaut et du Brabant afin que ces services puissent donner suite aux enquêtes relatives à la détermination de la résidence effective :

— 3 secrétaires d'administration;

2^o pour assurer une meilleure collaboration entre l'Office des Etrangers et les administrations communales :

— 1 informaticien;

— 5 secrétaires d'administration;

— 12 rédacteurs;

— 2 dactylographes.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1994 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1994.

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 novembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

L. TOBBACK

N. 93 — 2813

12 NOVEMBER 1993. — Koninklijk besluit waarbij het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken gemachtigd wordt contractuelen in dienst te nemen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke behoeften aan personeel

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten, gewijzigd bij de programmawet van 30 december 1988 en bij artikel 4 van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 8, § 2;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 7 juni 1993;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 7 juni 1993;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken wordt gemachtigd de volgende contractuele personeelsleden in dienst te nemen :

1^o om hulp te bieden aan de gewestelijke diensten van het Rijksregister van West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Henegouwen en Brabant opdat deze diensten gevolg zouden kunnen geven aan onderzoeken in verband met de vaststelling van de werkelijke verblijfplaats :

— 3 bestuurssecretarissen;

2^o om een betere samenwerking te verzekeren tussen de Dienst Vreemdelingenzaken en de gemeentebesturen :

— 1 informaticus;

— 5 bestuurssecretarissen;

— 12 opstellers;

— 2 typisten.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1994 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1994.

Art. 3. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 november 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

L. TOBBACK

F. 93 — 2814

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 6 décembre 1990 relatif à la répartition du crédit spécial en faveur de communes sur le territoire desquelles se trouvent des propriétés immunisées du précompte immobilier

RAPPORT AU ROI

Sire,

Les communes sur le territoire desquelles se trouvent des propriétés exonérées du précompte immobilier reçoivent une compensation financière annuelle en fonction des revenus cadastraux desdites propriétés et des centimes additionnels au précompte immobilier.

A la suite de la reprise sur un support magnétique central des données devant constituer le répertoire des biens exonérés du précompte immobilier, certaines anomalies et imperfections se sont fait jour notamment dans les communes où se trouvent des domaines militaires. La répartition du crédit en 1991 s'est en conséquence avérée incorrecte.

Il convient donc de permettre une rectification des quotes-parts erronées, la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat ayant modifié à partir du 1^{er} janvier 1994 l'article 63 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

N. 93 — 2814

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 december 1990 betreffende de verdeling van het bijzondere krediet aan gemeenten op het grondgebied waarvan zich eigendommen bevinden vrijgesteld van onroerende voorheffing

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De gemeenten op het grondgebied waarvan zich eigendommen bevinden vrijgesteld van onroerende voorheffing, krijgen een jaarlijkse financiële compensatie naargelang van de kadastrale inkomens van die eigendommen en de opcentiemen op de onroerende voorheffing.

Ten gevolge van het opnemen op een centrale magnetische drager van de gegevens die de lijst moeten vormen van de goederen die zijn vrijgesteld van onroerende voorheffing, zijn een aantal anomalieën en onvolkomenheden ontstaan, met name in de gemeenten waar zich militaire domeinen bevinden. De verdeling van het krediet in 1991 is bijgevolg onjuist gebleken.

Het moet dus mogelijk zijn verkeerde aandelen te verbeteren, aangezien de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur vanaf 1 januari 1994 artikel 63 gewijzigd heeft van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Tel est l'objet des modifications proposées par le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à Votre signature.

L'article 1er permet la rectification d'erreurs et en précise les modalités.

L'article 2 fixe le délai endéans lequel les réclamations peuvent être introduites.

L'article 3 fixe la prise d'effet au 1er décembre 1991 parce que l'arrêté royal de répartition du crédit pour l'année 1991 a été pris en décembre 1991; la durée est limitée au 31 décembre 1993 pour les raisons exposées supra.

Il n'a pas été possible de suivre l'avis du Conseil d'Etat qui suggérait de récupérer les sommes indûment octroyées auprès des communes bénéficiaires et d'inscrire un crédit supplémentaire au budget de l'Etat.

En effet, cette suggestion aboutirait à procéder à des récupérations minimales dont le coût dans la plupart des cas serait plus élevé que le montant récupéré. De plus l'urgence (paiement avant le 31 décembre 1993) et les difficultés budgétaires ne permettent pas de prévoir un crédit supplémentaire.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBACK

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 30 juillet 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 8 décembre 1990 relatif à la répartition du crédit spécial en faveur de communes sur le territoire desquelles se trouvent des propriétés immunisées du précompte immobilier », a donné le 11 octobre 1993 l'avis suivant :

Observation générale

L'arrêté en projet vise à compléter l'arrêté royal du 6 décembre 1990 relatif à la répartition du crédit spécial en faveur de communes sur le territoire desquelles se trouvent des propriétés immunisées du précompte immobilier par des dispositions permettant de rectifier, après répartition du crédit spécial visé à l'article 63 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, des erreurs de calcul commises lors d'exercices antérieurs au détriment de certaines communes, en raison de l'utilisation de données cadastrales inexactes.

Le mécanisme de répartition dont il est ici question opère le partage d'un crédit budgétaire forfaitaire entre les communes concernées au prorata des revenus cadastraux immunisés, d'une part, et d'autre part des centimes additionnels communaux au précompte immobilier, de telle manière qu'en cas de sous-évaluation de l'un de ces éléments au détriment d'une commune, la part du crédit global attribuée aux autres s'accroît d'autant; en d'autres termes, si de telles erreurs ont par le passé indûment réduit la part de certaines communes, les dispositions légales et réglementaires précitées les constituant alors créancières d'autant, ces mêmes erreurs ont, nécessairement, vu la nature de la technique de répartition, utilisée, profité dans une égale mesure aux autres communes, qui ont ainsi reçu des sommes qui ne leur étaient pas dues au regard des dispositions citées plus haut.

La régularisation en faveur des communes lésées à la suite des erreurs matérielles commises dans le passé doit être accomplie dans le respect des principes budgétaires. Le projet reste en défaut de s'y soumettre.

En effet, les sommes qui resteraient dues en raison d'erreurs matérielles affectant les répartitions afférentes à des exercices antérieures — soit, si l'on se réfère à l'avis de l'Inspecteur des Finances, 7 029 274 francs pour l'exercice 1991 — seraient prélevées sur la

Dat is het voorwerp van de wijzigingen die worden voorgesteld door het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben U ter ondertekening voor te leggen.

Artikel 1 maakt het mogelijk fouten te verbeteren en preciseert de modaliteiten daarvan.

Artikel 2 stelt de termijn vast binnen welke bezwaarschriften kunnen worden ingediend.

Artikel 3 stelt de inwerkingtreding vast op 1 december 1991, omdat het koninklijk besluit tot verdeling van het krediet voor het jaar 1991 genomen werd in december 1991; de duur is om de hierboven uiteengezette redenen beperkt tot 31 december 1993.

Het was niet mogelijk het advies van de Raad van State te volgen, die voorstelde de ten onrechte toegekende bedragen te recupereren bij de begunstigde gemeenten en een bijkomend krediet in te schrijven op de Rijksbegroting.

Dit voorstel zou immers tot minieme recuperaties leiden waarvan de kosten in de meeste gevallen hoger zouden zijn dan het te recupereren bedrag. Bovendien was het omwille van de dringende noodzakelijkheid (betaling vóór 31 december 1993) en de budgettaire moeilijkheden niet mogelijk in een bijkomend krediet te voorzien.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBACK

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 30 juli 1993 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 december 1990 betreffende de verdeling van het bijzondere krediet aan gemeenten op het grondgebied waarvan zich eigendommen bevinden vrijgesteld van onroerende voorheffing », heeft op 11 oktober 1993 het volgende advies gegeven :

Algemene opmerking

Het ontworpen besluit strekt ertoe het koninklijk besluit van 6 december 1990 betreffende de verdeling van het bijzondere krediet aan gemeenten op het grondgebied waarvan zich eigendommen bevinden vrijgesteld van onroerende voorheffing, aan te vullen met bepalingen waardoor, na verdeling van het in artikel 63 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten, bedoelde bijzondere krediet, berekeningsfouten kunnen worden hersteld die ten nadele van bepaalde gemeenten zijn begaan tijdens vroegere dienstjaren, wegens de toepassing van onjuiste kadastrale gegevens.

Het verdelingsmechanisme dat hier aan de orde is verdeelt een forfaitair begrotingskrediet tussen de betrokken gemeenten naar rata van de vrijgestelde kadastrale inkomsten enerzijds, en van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing anderzijds, zodat in geval van onderwaardering van één van die gegevens ten nadele van een gemeente, het gedeelte van het aan de andere gemeenten toegekende totaal krediet naar evenredigheid aangroeit; met andere woorden, indien het deel van bepaalde gemeenten als gevolg van zulke fouten in het verleden ten onrechte is verminderd, zodat de voormelde wets- en verordeningsbepalingen van die gemeenten in dezelfde mate schuldeisers hebben gemaakt, hebben diezelfde fouten, gelet op de aard van de aangewende verdelings-techniek, noodzakelijkerwijs al evenzeer in gelijke mate de andere gemeenten bevoordeeld, die aldus geldsommen hebben ontvangen die hun, gelet op de bovenvermelde bepalingen, niet verschuldigd waren.

De regularisering ten gunste van de benadeelde gemeenten als gevolg van de in het verleden begane fouten moet geschieden met inachtneming van de begrotingsbeginselen. Het ontwerp houdt geen rekening met die beginselen.

De bedragen die verschuldigd zouden blijven wegens fouten bij de verdelingen met betrekking tot vroegere dienstjaren — dat is, als men het advies van de Inspecteur van Financiën erop naleest, 7 029 274 frank voor het dienstjaar 1991 — zouden immers worden

dotation forfaitaire inscrite au budget de l'exercice 1993 en exécution de l'article 63 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 — soit 319,2 millions —, avant qu'il soit procédé, pour l'exercice 1993, à la répartition du solde selon la méthode établie par l'article 6 de l'arrêté royal du 6 décembre 1990.

Compte tenu de ce prélèvement et de la réduction subséquente de la dotation à répartir pour l'exercice 1993 entre toutes les communes sur le territoire desquelles se trouvent des propriétés immatriculées du précompte immobilier, la part du crédit budgétaire affectée à la rectification d'erreurs antérieures serait distraite de la destination aux fins desquelles le crédit a été voté, ce qui n'est pas compatible avec la spécialité budgétaire.

Il en résulte, en outre, un manque à gagner pour chacune des communes prenant part à la répartition 1993, dans la mesure où la somme correspondant au prélèvement se trouverait de facto répartie en déduction entre elles, au prorata des critères fixés par l'arrêté royal du 6 décembre 1990.

Ce manque à gagner pourrait sans doute être considéré, dans le chef des communes ayant retiré un bénéfice indu des erreurs de répartition, comme une compensation entre exercices tenant lieu de récupération des sommes indûment versées, mais il n'en ira évidemment pas de même, par hypothèse, pour les communes que ces erreurs ont lésées ainsi que pour les communes dont la quote-part a été correctement calculée.

En répartissant à charge de la dotation inscrite au budget de 1993 l'impact financier des rectifications relatives aux exercices antérieurs uniformément entre toutes les communes admises à la répartition, sans distinguer entre elles selon qu'elles ont bénéficié ou, au contraire, pâti des erreurs ainsi rectifiées, le procédé préconisé recèle une discrimination qui n'est pas susceptible d'une justification admissible en droit.

Il s'ensuit qu'au regard tant du droit budgétaire que de l'égalité de traitement à maintenir entre les pouvoirs locaux, une solution juridiquement adéquate consisterait à récupérer, d'une part, les sommes indûment octroyées auprès des communes bénéficiaires et à inscrire au budget de l'Etat, d'autre part, un crédit spécialement destiné au paiement aux communes lésées des sommes leur restant dues pour les exercices antérieurs en application de l'article 63 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 et de son arrêté d'exécution du 6 décembre 1990.

Le projet doit, dès lors, être revu afin de tenir compte des observations qui précèdent.

25 NOVEMBRE 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 6 décembre 1990 relatif à la répartition du crédit spécial en faveur de communes sur le territoire desquelles se trouvent des propriétés immatriculées du précompte immobilier

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 63;

Vu l'arrêté royal du 6 décembre 1990 relatif à la répartition du crédit spécial en faveur de communes sur le territoire desquelles se trouvent des propriétés immatriculées du précompte immobilier;

Vu la concertation avec les Exécutifs des Régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 mai 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant que le Conseil d'Etat suggère de récupérer les sommes indûment octroyées auprès des communes bénéficiaires et d'inscrire un crédit supplémentaire au budget de l'Etat;

Considérant que la suggestion du Conseil d'Etat aboutirait à procéder à des récupérations minimales dont le coût dans la plupart des cas serait plus élevé que le montant à récupérer et l'impossibilité, vu l'urgence et les difficultés budgétaires de prévoir un crédit supplémentaire;

afgehouden van de op de begroting van het dienstjaar 1993 ingeschreven forfaitaire dotatie ter uitvoering van artikel 63 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 — dit is 319,2 miljoen —, alvorens voor het dienstjaar 1993 het saldo wordt verdeeld volgens de in artikel 6 van het koninklijk besluit van 6 december 1990 bepaalde werkwijze,

Gelet op die inhouding en op de daarop volgende vermindering van de dotatie die voor het dienstjaar 1993 moet verdeeld worden onder alle gemeenten op het grondgebied waarvan zich eigendommen bevinden die vrijgesteld zijn van de onroerende voorheffing, zou het gedeelte van het begrotingskrediet dat bestemd is voor het herstellen van vroegere fouten een andere bestemming krijgen dan die waarvoor het krediet was goedgekeurd, hetgeen niet bestaanbaar is met de begrotingspecialiteit.

Bovendien heeft dit een winstderving tot gevolg voor elke gemeente die deelneemt aan de verdeling 1993, in zoverre het bedrag dat overeenstemt met de inhouding de facto in mindering zou worden gebracht van die verschillende gemeenten, naar rata van de in het koninklijk besluit van 6 december 1990 vastgestelde criteria.

Die winstverdeling zou, wat de gemeenten betreft die ten onrechte profijt hebben gehaald uit de verdelingsfouten, ongetwijfeld kunnen worden beschouwd als een compensatie tussen dienstjaren om onrechtmatig gestorte bedragen te recupereren, maar dat zal, per definitie, uiteraard niet het geval zijn voor de door deze fouten benadeelde gemeenten alsmede voor de gemeenten waarvan het aandeel juist is berekend.

Door de financiële impact van de correcties met betrekking tot de vroegere dienstjaren gelijkmatig en voor rekening van de dotatie die ingeschreven is op de begroting van 1993, te verdelen over alle in de verdeling opgenomen gemeenten, zonder onderscheid te maken tussen die gemeenten naar gelang zij voordeel hebben gehaald uit of, integendeel, benadeeld zijn geweest door de aldus gecorrigeerde fouten, ligt in de voorgestane werkwijze een discriminatie besloten die in rechte niet op aanvaardbare wijze kan worden gerechtvaardigd.

Daaruit volgt dat zowel uit het oogpunt van het begrotingsrecht als uit dat van de gelijke behandeling van de plaatselijke overheden die gehandhaafd behoort te worden, een juridisch geschikte oplossing erin zou bestaan, enerzijds, de ten onrechte toegekende bedragen te recupereren bij de gemeenten waaraan ze ten deel zijn gevallen en, anderzijds, op de rijksbegroting een krediet in te schrijven dat speciaal bestemd is om aan de benadeelde gemeenten de hun voor de vroegere dienstjaren nog verschuldigde bedragen te betalen met toepassing van artikel 63 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 en het uitvoeringsbesluit ervan van 6 december 1990.

Het ontwerp moet derhalve worden herzien om rekening te houden met de voorgaande opmerkingen.

25 NOVEMBER 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 december 1990 betreffende de verdeling van het bijzondere krediet aan gemeenten op het grondgebied waarvan zich eigendommen bevinden vrijgesteld van onroerende voorheffing

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op artikel 63;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 december 1990 betreffende de verdeling van het bijzondere krediet aan gemeenten op het grondgebied waarvan zich eigendommen bevinden vrijgesteld van onroerende voorheffing;

Gelet op het overleg met de Executieven van het Vlaamse, Waalse en Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 mei 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat de Raad van State voorstelt de ten onrechte toegekende sommen te recupereren bij de begunstigde gemeenten en een bijkomend krediet in te schrijven op de rijksbegroting;

Overwegende dat het voorstel van de Raad van State tot minieme recuperaties zou leiden waarvan de kosten in de meeste gevallen hoger zouden zijn dan het te recupereren bedrag en gezien de onmogelijkheid, gelet op de dringende noodzakelijkheid en de budgettaire moeilijkheden, om in een bijkomend krediet te voorzien;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 6 décembre 1990 relatif à la répartition du crédit spécial en faveur de communes sur le territoire desquelles se trouvent des propriétés immunisées du précompte immobilier :

« Article 6bis. Si, après répartition, il est constaté qu'une erreur a été commise au détriment d'une commune, la somme dont celle-ci ou la Région de Bruxelles-Capitale a été privée lui est attribuée par prélèvement sur le crédit à répartir au cours d'une année ultérieure et à l'occasion de la répartition correspondante. Cette somme est calculée en appliquant les données rectifiées à la répartition au cours de laquelle l'erreur a été commise. »

Art. 2. Un article 6ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal :

« Article 6ter. Les communes ou la Région de Bruxelles-Capitale pour ce qui concerne la part du crédit revenant aux communes bruxelloises, sont tenues d'introduire, simultanément auprès du Secrétariat général du Ministère de l'Intérieur et de l'Administration centrale du Cadastre du Ministère des Finances, toute réclamation relative à leur quote-part dans la répartition du crédit dans le mois qui suit le paiement, la date à laquelle le Crédit Communal de Belgique certifie avoir crédité le compte des communes et le compte de la Région de Bruxelles-Capitale faisant foi. »

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er décembre 1991 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1993.

Art. 4. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 novembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een artikel 6bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in het koninklijk besluit van 6 december 1990 betreffende de verdeling van het bijzondere krediet aan gemeenten op het grondgebied waarvan zich eigendommen bevinden vrijgesteld van onroerende voorheffing :

« Artikel 6bis. Indien na verdeling vastgesteld wordt dat een fout werd begaan ten nadele van een gemeente, wordt het bedrag dat haar of het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest ontzegd werd, toegekend door een voorafneming op het krediet dat tijdens een volgend jaar verdeeld moet worden en naar aanleiding van de overeenkomende verdeling. Dit bedrag wordt berekend met toepassing van de verbeterde gegevens op de verdeling tijdens dewelke de fout werd begaan. »

Art. 2. Een artikel 6ter, luidend als volgt, wordt in hetzelfde koninklijk besluit ingevoegd :

« Artikel 6ter. De gemeenten of het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, wat betreft het deel van het krediet dat toekomt aan de Brusselse gemeenten, moeten elke klacht met betrekking tot hun aandeel in de verdeling van het krediet, tegelijk bij het Secretariaat-generaal van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en de Centrale Administratie van het Kadaster van het Ministerie van Financiën indienen binnen de maand volgend op de betaling, waarbij de datum waarop het Gemeentekrediet van België bevestigd de rekening van de gemeenten en van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest te hebben gecrediteerd, geldt als bewijs. »

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 1991 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1993.

Art. 4. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 november 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 93 — 2815

[C — 12645]

3 NOVEMBRE 1993. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 11 juin 1993, conclue au sein de la Commission paritaire pour la production des pâtes, papiers et cartons, modifiant la convention collective de travail du 9 juillet 1974 fixant les modalités d'octroi et le montant des allocations de sécurité d'existence (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, notamment l'article 2;

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la convention collective de travail du 9 juillet 1974, conclue au sein de la Commission paritaire pour la production des pâtes, papiers et cartons, fixant les modalités d'octroi et le montant des allocations de sécurité d'existence, rendue obligatoire par arrêté royal du 12 décembre 1974, notamment les articles 6, 8, 9 et 12;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 7 janvier 1958, *Moniteur belge* du 7 février 1958.

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 93 — 2815

[C — 12645]

3 NOVEMBER 1993. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 juni 1993, gesloten in het Paritair Comité voor de voortbrenging van papierpap, papier en karton, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juli 1974 tot vaststelling van de toekenningsmodaliteiten en het bedrag van de uitkeringen voor bestaanszekerheid (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juli 1974, gesloten in het Paritair Comité voor de voortbrenging van papierpap, papier en karton, tot vaststelling van de toekenningsmodaliteiten en het bedrag van de uitkeringen voor bestaanszekerheid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 12 december 1974, inzonderheid op de artikelen 6, 8, 9 en 12;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 7 januari 1958, *Belgisch Staatsblad* van 7 februari 1958.

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.